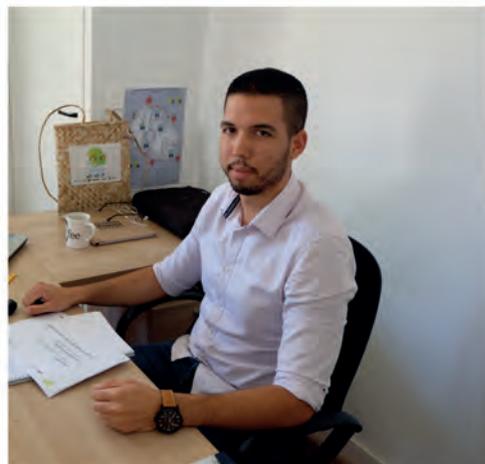
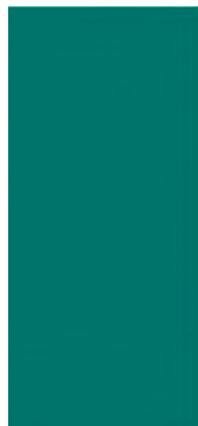


ÉCONOMIE CIRCULAIRE



Avec la participation du
contrat de projet Etat Région



carif oref
139 av. de la République



PREAMBULE

LE CADRE DES PORTRAITS MÉTIERS DE LA FILIÈRE DÉCHET

Dans le cadre de la spécialisation intelligente de La Réunion, NEXA a piloté en 2016 une étude stratégique internationale de La Réunion sur le traitement des déchets.

La DIECCTE Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de La Réunion a sollicité le CARIF OREF pour piloter l'élaboration du volet emploi formation de la filière déchet, complété de portraits métiers emblématiques du secteur et de leurs évolutions à anticiper.

Afin de réaliser ces portraits métiers en 2017, le Carif Oref s'est associé les services du journaliste Benjamin Janssens. Ce dernier a pu produire le contenu des 6 portraits métiers grâce à l'implication des professionnels interrogés et le soutien de leurs employeurs.

Leur participation permet de mettre en lumière les aspects qualitatifs du métier et les perspectives d'évolution, autant d'éléments qui serviront aux décideurs dans le choix des options de développement du secteur.

Les six métiers ont été choisis soit par leur caractère emblématique de la filière (agent de tri, animateur médiateur en environnement, responsable d'exploitation), soit du fait d'un aspect un peu moins connu du rôle de ces métiers dans la filière et des niveaux de qualification requis pour les exercer (chimiste de terrain, chargé de mission environnement, technicien qualité sécurité environnement).

Dans un contexte d'élaboration de la planification régionale de la prévention et de la gestion des déchets de La Réunion, chacun de ces métiers participe à l'enjeu prioritaire pour La Réunion de qualifier la filière pour une meilleure valorisation des déchets.

AVERTISSEMENT

Les fiches métiers sont à lire tant au féminin qu'au masculin.

SOMMAIRE

AGENT DE TRI	3 - 7
ANIMATEUR-MÉDIATEUR EN ENVIRONNEMENT	8 - 12
CHARGÉ DE MISSION EN ENVIRONNEMENT	13 - 17
RESPONSABLE D'EXPLOITATION	18 - 24
TECHNICIEN CHIMISTE	25 - 29
TECHNICIEN QUALITÉ SÉCURITÉ ENVIRONNEMENT	30 - 34

ÉCONOMIE CIRCULAIRE AGENT DE TRI

Ouvrier de la filière, l'Agent de tri sépare les déchets collectés et livrés au centre de traitement pour en faciliter la valorisation. Il exerce un métier physique qui requiert des connaissances (sur les matières) et des compétences (de la conduite d'engin à la maîtrise d'outils et de matériels divers), et qui tend vers davantage de technicité.

SES MISSIONS

L'Agent de tri, appelé aussi selon les cas Agent (technique) de déchèterie, Agent du recyclage, voire Valoriste, exerce son métier dans diverses structures : des associations, des collectivités territoriales, des déchèteries, des entreprises industrielles, des ressourceries ou des sociétés de collecte et de traitement des déchets. Ce maillon indispensable de la filière favorise et optimise le tri des déchets collectés ; il améliore ainsi le taux de valorisation et contribue à réduire les coûts pour la collectivité. En parallèle, il respecte et fait respecter les règles d'utilisation du matériel et les règles de sécurité du site, et il réalise des tâches administratives utiles à l'exploitation.

Agent de tri à la plateforme de compostage d'ILEVA à La Plaine-des-Cafres, Yvon Vitry, 40 ans, « sépare chaque jour manuellement, à l'aide d'un outil " fait maison ", les déchets verts des matières indésirables - en plastique, en verre, en pierre, en métal... ». Il travaille à ciel ouvert en tandem avec un collègue aux commandes d'une pelleteuse mécanique. Pour sa part, France-Neige Libelle, 39 ans, œuvre « en cabine » au centre de tri de CYCLÉA du Port dédié au traitement et à la valorisation des cartons, papiers et plastiques avant exportation. En compagnie d'autres collègues, elle trie à la main les déchets qui défilent sans discontinuer sur un tapis roulant.

SES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'Agent de tri opère en équipe ; il dépend directement ou indirectement d'un Responsable d'exploitation ou de site. Il travaille essentiellement debout, tous les jours de la semaine, parfois le week-end,



France-Neige Libelle, Agente de tri. Employeur : CYCLÉA (centre de tri des déchets papier, cartons et plastiques au Port). Statut : salarié du privé (en CDI). Temps de travail : 35 heures par semaine, du lundi au vendredi. Cursus : CAP Propreté de l'environnement urbain - collecte et recyclage.

et peut être amené à porter des charges lourdes. Un équipement de protection individuelle (EPI) le préserve des risques susceptibles de menacer sa sécurité ou sa santé.

Yvon Vitry et France-Neige Libelle sont catégoriques : « C'est un métier assez physique ». Un tri de qualité exige rigueur, vigilance et rapidité, mais encore d'« avoir la santé ». À La Plaine-des-Cafres, les intempéries et le froid en hiver nécessitent des vêtements chauds et imperméables de circonstances très résistants ; au Port, bien que tout soit fait pour limiter les nuisances (du port de l'équipement individuel à la conception même de l'environnement professionnel et des outils de production : des vaporisateurs d'eau ont été fixés au plafond pour piéger et réduire les particules en suspension dans l'air, par exemple), il faut s'habituer au bruit, aux mauvaises odeurs et à la poussière. « Surveiller du coin de l'œil la pelle qui ratisse à quelques pas de vous est aussi très important pour éviter l'accident », complète Yvon Vitry. « Fort heureusement, les Réunionnais trient mieux et davantage aujourd'hui, dès lors nous gérons peu de déchets lourds et encombrants - ou alors, je solli-

cite un collègue masculin ! », plaisante France-Neige Libelle avant de conclure : « Bien que le métier reste difficile, je sais que l'entreprise et ma hiérarchie en ont conscience et nous aident. Ainsi, le vendredi midi, un coach sportif anime une séance d'étirements et de relaxation de trois quarts d'heure pour notre plus grand bien ».

SES SOURCES DE SATISFACTION

L'Agent de tri rectifie les erreurs des usagers, surveille, contrôle, conseille, voire accompagne les visiteurs, particuliers et professionnels. En conséquence, il soutient activement le développement de l'économie circulaire à l'échelle locale, et concourt in fine au bien-être de la communauté.

« J'aime mon métier malgré sa dureté et son caractère répétitif », affirme France-Neige Libelle. « Je l'apprécie pour plusieurs raisons. D'abord, j'ai le sentiment de travailler en famille ; ici, tout le monde se soutient et la direction nous écoute. Ensuite, le métier s'avère assez technique contrairement aux apparences ; il requiert des connaissances précises pour dissocier rapidement les objets, si bien que nous utilisons

nos mains et nos yeux, certes, mais également notre mémoire. Enfin quand je trie, j'agis pour la population, les générations futures et mon île - c'est gratifiant. » Yvon Vitry reconnaît pareillement l'utilité de son action. Il lui plaît en outre de « travailler en plein air, dans un cadre magnifique, au sein d'une équipe soudée ». Par ailleurs, « la routine est brisée par la diversité des occupations », dit-il. Il ne se contente pas d'éventrer des sacs remplis de déchets à trier, car « on nous demande de toucher un peu à tout, comme de savoir gérer le pont-basculé (dispositif destiné au pesage des camions en entrée et en sortie de site, ndlr) ou de relever les températures de compostage ».

SON PARCOURS

Cet emploi est a priori accessible sans diplôme ni expérience professionnelle. Néanmoins, il peut être exigé un ou plusieurs certificats d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES chariots de manutention, engins de chantier...) assortis d'une attestation médicale à renouveler périodiquement. À l'instar d'une majorité de collègues, Yvon Vitry est autodidacte ;

il a débuté voilà sept ans à la station de La Plaine-des-Cafres et a « appris le métier sur le tas ».

Originaire de Mafate où « tout est bio, propre et clair », France-Neige Libelle possède un CAP Propreté de l'environnement urbain - collecte et recyclage. « J'ai toujours voulu travailler dans le secteur de l'environnement, et c'est d'autant plus vrai depuis que je suis maman. Avant d'entrer chez CYCLÉA en 2000, je faisais de la médiation dans les quartiers. À mon arrivée, l'entreprise m'a formée au tri des déchets durant deux ans. J'ai appris notamment à distinguer les objets, à repérer au premier coup d'œil une bouteille de Coca en PET (polyéthylène téréphtalate produit uniquement à base de pétrole ou de gaz naturel, ndlr) et les produits ménagers en PEHD (polyéthylène haute densité qui représente 50% du marché et se retrouve dans les bouteilles de jus de fruits, de détergents, ndlr). » Cette expertise technique garantit un tri de qualité. Cela profite à la fois à l'entreprise et à la collectivité (en tant que SEM, société d'économie mixte, CYCLÉA vise l'intérêt général), et aux clients finaux auxquels sont destinés les déchets recyclés.

SES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Le développement de la filière lié aux (nouveaux) besoins combiné aux objectifs d'amélioration constante de la qualité du tri implique une montée en compétences de l'Agent de tri. Par le biais de formations diverses, l'Agent de tri peut être amené à renforcer ses connaissances sur les déchets, les processus de maturation ou de stockage, les techniques de pesée et de compostage, etc. Il peut lui être demandé la maîtrise d'outils (informatiques, de mesure, etc.) pour procéder à un tri optique, prélever des échantillons, suivre des tableaux de bord des flux de matières, etc. Ses compétences transversales lui permettent d'œuvrer dans les secteurs de l'information, de la communication et de la concertation (l'animation environnementale auprès des populations, par exemple), de l'organisation et de l'encadrement, de l'entretien et de la maintenance ou encore de la santé et de la sécurité au travail et celles des usagers.

À La Plaine-des-Cafres, Yvon Vitry est capable de réceptionner les camions pour la pesée sur le pont-basculé comme de



Yvon Vitry, Agent de tri. Employeur : ILEVA (station de traitement des déchets végétaux de La Plaine-des-Cafres). Statut : salarié du privé (en CDI). Temps de travail : 39 heures par semaine, du lundi au vendredi. Coursus : autodidacte.

réaliser et de consigner des relevés de température lors du processus de compostage des andains. « Un suivi indispensable au bon déroulement des choses », dit-il.

Forte de son expérience au centre de tri et des connaissances acquises, France-Neige Libelle de son côté n'exclut pas un retour aux sources à terme en qualité

de Médiatrice en environnement. Une possibilité offerte par CYCLÉA qui plaide en faveur de ce type de mobilité en interne.



POINT DE VUE DE L'EMPLOYEUR

« Le métier d'Agent de tri exige avant tout une bonne condition physique et de la motivation. Au départ peu qualifié, il tend vers davantage de polyvalence et de technicité pour répondre aux besoins croissants sur le plan du traitement et de la valorisation des déchets végétaux notamment.

À terme, être capable d'intervenir en cours de processus de compostage pour en assurer le suivi pourrait faire partie des compétences requises, au même titre que posséder un CACES. » **Anne-Laure Payet, Directrice du service des traitements des déchets végétaux chez ILEVA.**

« Plus la filière se professionnalise et se développe et plus le métier d'Agent de tri se spécialise. Chez CYCLÉA, la fonction tend progressivement vers une activité de " caractérisation ", autrement dit de " contrôle qualité produit ", ou CQP. Bientôt, l'Agent de tri sera responsable de la qualité du tri au sens large, de l'arrivée au départ des déchets ; il distinguera les matières les unes des autres, mais sera aussi capable d'en évaluer la qualité. Ses compétences en analyse et en gestion de la qualité des déchets permettront de mieux les exporter.

Pour cette raison, nous construisons avec l'ISEC (l'Institut Supérieur d'Étude en continue, ndlr) une offre de formation dédiée qui mènerait au titre d'Agent de valorisation. » **Sophia Joron, Directrice des ressources humaines chez CYCLÉA.**

Acteur majeur de la gestion des déchets sur l'île depuis 2005, CYCLÉA est une société d'économie mixte (SEM) du TCO. Ses activités se répartissent entre le tri et la valorisation des déchets ménagers et industriels non dangereux (sur le site du Port, près de 30 t de déchets recyclables sont triées chaque jour par 17 Agents), le négoce et l'exportation des matières recyclables, la médiation environnementale, la gestion de déchèteries et la lutte contre l'errance animale. *Plus d'informations : www.cyclea.fr*

Syndicat mixte de traitement des déchets des microrégions Sud et Ouest (ses membres sont la CASUD, la CIVIS, le TCO et la Région Réunion), ILEVA traite 60 % des déchets de l'île, soit 290 000 t par an d'ordures ménagères résiduelles, dont 90 000 t de déchets verts.

ILEVA gère cinq plateformes de traitement des déchets végétaux au Port, à Cambaie, à Saint-Leu, à Saint-Louis et à La Plaine-des-Cafres ; une sixième plateforme est en projet à Saint-Joseph. *Plus d'informations : www.ileva.re*



AGENT DE TRI : LE MÉTIER EN RÉSUMÉ

Ses missions	<ul style="list-style-type: none"> • Il assure le tri des déchets et le valorise, ce qui contribue à réduire les coûts pour la collectivité. • Il respecte et fait respecter les règles d'utilisation du matériel et les règles de sécurité du site. • Il réalise des tâches administratives utiles à l'exploitation. <p>Au besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il conduit des engins de chantier. • Il a des connaissances sur les déchets, les processus de maturation ou de stockage, les techniques destinées à valoriser le traitement des déchets, etc. • Il maîtrise divers outils (informatiques, de mesure, etc.).
Ses conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Il exerce son métier dans diverses structures : des associations, des collectivités territoriales, des déchèteries, des entreprises industrielles, des ressourceries ou des sociétés de collecte et de traitement des déchets. • Il dépend directement ou indirectement d'un Responsable d'exploitation ou de site. • Il travaille essentiellement debout, tous les jours de la semaine, parfois le week-end. • Il peut être amené à porter des charges lourdes. • Un équipement de protection individuelle (EPI) le préserve des risques susceptibles de menacer sa sécurité ou sa santé.
Son cursus	<ul style="list-style-type: none"> • Il est autodidacte ou détenteur d'un CAP Propreté de l'environnement urbain - collecte et recyclage ou d'un bac pro Gestion des pollutions et protection de l'environnement ou Hygiène propreté stérilisation. • Il est éventuellement détenteur d'un CACES.
Son statut	Salarié du privé ou du public.
Son salaire mensuel	À partir de 1 480 € bruts (Smic).
Ses perspectives d'évolution	Ses compétences transversales lui permettent d'œuvrer dans les secteurs de l'information, de la communication et de la concertation (l'animation environnementale auprès des populations, par exemple), de l'organisation et de l'encadrement, de l'entretien et de la maintenance ou encore de la santé et de la sécurité au travail et celles des usagers.

Sources : les fiches métier des sites Onisep.fr, Pole-emploi.fr, CNFPT.fr et Emploi-environnement.com.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

ANIMATEUR-MÉDIATEUR EN ENVIRONNEMENT

Chantre de l'écocitoyenneté, l'Animateur-Médiateur en environnement sensibilise principalement le grand public, enfants et adultes confondus, aux vertus du tri, du recyclage et de la réduction des déchets au quotidien. Il exerce un métier de contact qui exige des connaissances techniques et scientifiques.

SES MISSIONS

L'Animateur-Médiateur en environnement est en quelque sorte « l'éducateur de l'économie circulaire ». Il sensibilise les populations à une meilleure utilisation des ressources naturelles en vue de préserver l'environnement et de contribuer au bien-être collectif. Indépendant, membre d'une association ou employé d'une collectivité territoriale, il forme enfants et adultes à l'écocitoyenneté. Il organise lui-même les rencontres quand il n'est pas mandaté ; il est donc en relation constante avec les administrations et les organismes spécialisés. Il est tenu d'assurer une veille réglementaire pour délivrer les bons messages. Au besoin, il pilote et suit des plans d'action et en contrôle les indicateurs.

À 34 ans, Benoît Barteau a été Animateur en environnement en métropole avant d'exercer sur l'île pour le compte de l'association Éco Manifestation Réunion. « J'ai débuté comme " Chargé de sensibilisation " dans un syndicat mixte du département de l'Oise, en région parisienne.

Mon activité était financée par les collectivités, par conséquent je croulais sous les demandes des écoles ou encore des bailleurs sociaux. J'intervenais aussi sur les marchés.

À La Réunion j'ai dû prospecter davantage et j'ai surtout œuvré en milieu scolaire », rapporte-t-il.

Aujourd'hui Cheffe d'équipe à la tête de huit Médiateurs en environnement, Marie-Clara Grondin, 38 ans, travaille pour CYCLÉA, SEM (société d'économie mixte) du TCO.

« Nous avons pour missions de sensibiliser et de former les usagers du TCO au tri et à la prévention des déchets, et de participer à la mise en place de la collecte sélective sur le TCO par la réalisation d'actions de proximité en tenant compte des aspects sécuritaires et environnementaux », dit-elle.

SES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'Animateur-Médiateur en environnement opère seul ou en équipe ; autonome, mobile, organisé, créatif et entreprenant, il partage son temps entre la préparation des actions et la prise de contact au bureau et les interventions à l'extérieur. Il travaille essentiellement les jours de semaine, parfois le week-end lors de manifestations. La réussite des animations pédagogiques implique l'usage d'outils qu'il fabrique souvent lui-même.

« Les Médiateurs de terrain font du porte-à-porte et interpellent les familles tandis que les Médiateurs événementiels s'adressent davantage à des groupes en milieu scolaire, en microcrèche ou en centre de formation », ex-

plique Marie-Clara Grondin. Quel que soit le public visé, Marie-Clara Grondin et Benoît Barteau utilisent des malettes pédagogiques préexistantes conçues par des associations comme le Réseau École et Nature (mallette Rouletaboule) et Éco-Emballages (mallette Tri Master), s'appuient sur les accessoires fournis par le service communication (guides, affiches, etc.) le cas échéant ou recourent à leurs propres outils.

« J'ai créé un kit de recyclage du papier et un tableau en Velcro avec des bandes à coller pour reproduire le schéma de la gestion des déchets », raconte Benoît Barteau.

De son côté, Marie-Clara Grondin incite le public à participer à des jeux de rôles, à des saynètes sur la thématique du déchet, et à confectionner des jeux de société avec des produits recyclés, comme un jeu de l'oie.

« Travailler avec nos outils et stimuler l'imaginaire est très efficace pour changer les mentalités et les comportements », convient-elle.



Marie-Clara Grondin, Cheffe de service et Médiatrice de l'environnement. Employeur : CYCLÉA, au Port. Statut : salarié du privé (en CDI). Temps de travail : 35 heures par semaine, du lundi au vendredi. Coursus : brevet des collèges, niveau bac.

SES SOURCES DE SATISFACTION

Évolution logique de l'Animateur nature, profession apparue dans les années 1970 et exercée majoritairement dans le milieu associatif, l'Animateur-Médiateur en environnement joue un rôle-clé dans le développement de l'économie circulaire. Il éveille les consciences par son action avec pour effets notables de contribuer à la préservation de l'environnement et de faciliter, par extension, le travail des industriels de la filière.

« Le métier demande de bonnes connaissances et une certaine assurance pour tenir un discours construit et rythmé face à des groupes de dix à trente individus. C'est néanmoins un réel plaisir de se sentir utile, d'aller à l'encontre des idées reçues comme " Moi, je ne trie pas, car ça crée des emplois " ou " Ça ne sert à rien de trier puisque c'est retrié après " et d'observer les réactions positives des enfants et des parents », constate Benoît Barteau.

Pour Marie-Clara Grondin, « réussir à convaincre les gens des bienfaits du tri, du recyclage ou encore du compostage est très valorisant. Et là où nous nous rendons, nous apportons de la gaieté, de la joie tout en traitant d'un sujet sérieux. Mais long est le chemin. Pour porter ses fruits, notre démarche doit être régulière et suivie, et nous devons redoubler d'efforts pour modifier les habitudes des adultes et être écoutés des adolescents, ces deux publics étant durs à capter ».

SON PARCOURS

De nombreux diplômes donnent



Benoît Barteau, Animateur en environnement. Employeur : association Éco Manifestation Réunion à Saint-Paul. Statut : salarié du privé (2 ans en CAE). Temps de travail : 39 heures par semaine, du lundi au vendredi (20 heures par semaine en CAE). Coursus : Bafa, bac+2 Technicien en environnement option gestion des déchets, BPJEPS Spécialité éducation à l'environnement vers un développement durable.

accès à l'emploi. Celui-ci est accessible en priorité au détenteur de certains diplômes du ministère de la Jeunesse et des Sports (Bafa, BPJEPS Éducation à l'environnement vers un développement durable, DEJEPS spécialité animation socioéducative ou culturelle, ou coordination d'action d'éducation à l'environnement) et de l'Éducation nationale (bac gestion des milieux naturels et de la faune, BTSA Gestion et protection de la nature ou Développement animation des territoires ruraux, licence pro protection de l'environnement, etc.). La formation de base est donc technique et scientifique.

Benoît Barteau a passé un Bafa à 18 ans et étudié deux ans après le bac pour devenir Technicien en environnement avec option gestion des déchets. « Puis en 2015 à La Réunion, dans le cadre de l'Action de formation préalable au recrutement (AFPR) prescrite par Pôle emploi, j'ai passé un BPJEPS Spécialité éducation à l'environnement vers un développement durable au cours duquel

j'ai rencontré les principaux acteurs locaux du secteur. » Il a ensuite signé un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) avec Éco Manifestation Réunion. Autodidacte, salariée de CYCLÉA depuis 2004, Marie-Clara Grondin possède un brevet des collèges. Elle a appris le métier au milieu des années 2000, période de création des premiers postes sur l'île. « J'ai débuté comme Médiatrice à Saint-Leu avant de suivre une formation avec le TCO pour me familiariser avec le tri et savoir communiquer dessus », se souvient-elle.

SES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Le métier d'Animateur-Médiateur en environnement doit constamment s'adapter aux nouveaux objectifs environnementaux fixés pour la plupart par l'État. Par ailleurs, les compétences acquises peuvent mener vers un poste d'encadrement (la gestion d'équipe), voire vers un emploi de Responsable QSE (Qualité Sécurité Environnement) en complétant l'expérience par des formations spécialisées en ma-

tière de réglementations et d'environnement. L'enseignement figure également parmi les possibles débouchés.

Benoît Barteau et Marie-Clara Grondin s'accordent sur ce point : « Aujourd'hui, nous centrons davantage notre discours sur l'évitement du déchet, par le réemploi des matières entre autres, que sur les consignes de tri.

D'une part, celles-ci sont mieux comprises et répandues, d'autre part, réduire le volume de déchets devient une priorité, de surcroît sur une île où les centres d'enfouissement par-

viennent à saturation ». Benoît Barteau insiste : « Le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas ».

De plus, les informations qui circulaient voilà dix ans ne sont plus forcément vraies en matière d'environnement, « c'est pourquoi il faut sans cesse se tenir informé et garder l'esprit ouvert pour se familiariser aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et les réseaux sociaux afin de toucher tous les publics, en particulier les adolescents », conclut Marie-Clara Grondin.



POINT DE VUE DE L'EMPLOYEUR

« Un bon Animateur-Médiateur en environnement est un pédagogue engagé capable de vulgariser des concepts parfois pointus, voire de transmettre des messages iconoclastes, sur l'intérêt des toilettes sans eau dans l'assainissement écologique par exemple, auprès d'un large public.

De sa " conviction environnementale " dépend en partie le résultat de ses interventions. Son rôle est désormais essentiel dans l'éducation populaire, et les collectivités, à l'origine des financements dans le milieu associatif, doivent l'admettre afin de pérenniser son action. » **Pauline Chantrelle, cofondatrice de l'association Éco Manifestation Réunion.**

« La médiation environnementale est un composant-clé de l'économie circulaire. En conséquence, la valorisation des savoir-faire de nos salariés autodidactes, des Agents de tri mais encore des Médiateurs de l'environnement dont le niveau de connaissances équivaut à un BTS en environnement, figure parmi nos priorités actuelles.

Ainsi, avec l'aide de l'Université de La Réunion et du Greta Réunion, nous devrions bientôt proposer une VAE Agent de médiation aux salariés qui le souhaitent. » **Sophia Joron, Directrice des ressources humaines chez CYCLÉA.**

Association régie par la loi de 1901 créée en 2008, membre par ailleurs du réseau Granddir, Éco Manifestation Réunion sensibilise les organisateurs d'événements culturels et sportifs à une meilleure prise en compte de l'environnement dans leurs manifestations. Elle intervient aussi dans les écoles, les collectivités et les entreprises, et prêche pour l'utilisation de toilettes sèches et de gobelets réutilisables en vertu du principe : « le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas ».

Plus d'informations : www.ecomanifestation.re

Acteur majeur de la gestion des déchets sur l'île depuis 2005, CYCLÉA est une société d'économie mixte (SEM) du TCO. Ses activités se répartissent entre le tri et la valorisation des déchets ménagers et industriels non dangereux, le négoce et l'exportation des matières recyclables, la médiation environnementale (le service renferme 70 Médiateurs en environnement), la gestion de déchèteries et la lutte contre l'errance animale.

Plus d'informations : www.cyclea.fr



ANIMATEUR-MÉDIATEUR EN ENVIRONNEMENT : LE MÉTIER EN RÉSUMÉ

Ses missions	<ul style="list-style-type: none"> • Il sensibilise les populations à une meilleure utilisation des ressources naturelles pour préserver l'environnement et contribuer au bien-être collectif. • Indépendant, membre d'une association ou employé d'une collectivité territoriale, il organise lui-même les rencontres avec le public visé quand il n'est pas mandaté. • Il assure une veille réglementaire pour délivrer les bons messages. • Au besoin, il pilote et suit des plans d'action et en contrôle les indicateurs.
Ses conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Autonome et mobile, il opère seul ou en équipe. • Organisé et entreprenant, il partage son temps entre la préparation des actions et la prise de contact au bureau et les interventions à l'extérieur. • Il travaille les jours de semaine, parfois le week-end lors de manifestations. • Créatif, il fabrique souvent ses propres outils pédagogiques.
Son cursus	<ul style="list-style-type: none"> • Il possède certains diplômes du ministère de la Jeunesse et des Sports : Bafa, BPJEPS Éducation à l'environnement vers un développement durable, DEJEPS spécialité animation socioéducative ou culturelle, ou coordination d'action d'éducation à l'environnement. • Il est diplômé de l'Éducation nationale : bac gestion des milieux naturels et de la faune, BTSA Gestion et protection de la nature ou Développement animation des territoires ruraux, licence pro protection de l'environnement, etc.
Son statut	Salarié du privé ou du public.
Son salaire mensuel	À partir de 1 480 € bruts (Smic).
Ses perspectives d'évolution	<ul style="list-style-type: none"> • Ses compétences peuvent mener vers un poste d'encadrement (la gestion d'équipe), voire vers un emploi de Responsable QSE (Qualité Sécurité Environnement) en complétant son expérience par des formations spécialisées en matière de réglementations et d'environnement. • L'enseignement figure aussi parmi les débouchés possibles.

Sources : les fiches métier des sites Onisep.fr, CIDJ.com, Phosphore.com et Ecometiers.com.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE CHARGE DE MISSION EN ENVIRONNEMENT

Polyvalent, écocitoyen engagé, le Chargé de mission en environnement est doté d'une solide culture générale, scientifique, technique et juridique acquise durant cinq années d'études après le bac. Ses analyses et conclusions ont une influence prépondérante sur le développement écoresponsable du territoire.

SES MISSIONS

Le champ d'intervention du Chargé de mission en environnement, appelé aussi Chargé d'études, voire Conseiller en environnement, est vaste. Employé d'une association, d'un syndicat interprofessionnel, d'un bureau d'études ou d'une collectivité, il conduit des études ou des projets scientifiques et économiques (étude de filière, par exemple) afin d'apporter des réponses pratiques et innovantes sur des problématiques environnementales. Ses compétences à la fois scientifiques, techniques et juridiques l'autorisent par ailleurs à appliquer des politiques environnementales, superviser des appels d'offres, former et sensibiliser différents publics, ou encore animer une équipe.

À 25 ans, Matthieu Hoarau est Chargé d'études déchets et développement durable au sein du pôle environnement de l'AGORAH, agence d'urbanisme de La Réunion, à Saint-Denis. « J'ai été engagé principalement pour favoriser la mise en œuvre, le déploiement et le pilotage de l'Observatoire Réunionnais des Déchets, mission confiée en 2014 à l'AGORAH par ses partenaires institutionnels. Ainsi, je collecte un maximum de données sur les déchets auprès des acteurs du secteur ; l'agrégation d'informations doit permettre de bien comprendre la filière pour mieux cerner les enjeux actuels et à venir.

Parallèlement, je mesure certains indicateurs à l'échelle du territoire, comme le besoin en eau, pour le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de La Réunion. »



Matthieu Hoarau, Chargé d'études déchets et développement durable. Employeur : l'AGORAH, agence d'urbanisme de La Réunion, à Saint-Denis (pôle environnement). Statut : salarié du privé. Horaires : 37 heures par semaine, du lundi au vendredi. Cursus : bac scientifique, licence en biologie, chimie et géosciences et master hydrogéologie, sol et environnement (bac+5).

Chargée de mission en environnement au SICR (Syndicat de l'importation et du commerce de La Réunion) situé également au chef-lieu, Sandrine Sinapayel, 33 ans, joue un rôle d'intermédiaire et de facilitateur auprès des adhérents. « Je conseille, forme, informe et parfois même j'audit les importateurs, les distributeurs et les producteurs membres afin de faciliter leurs démarches en matière de collecte et de traitement des déchets. Je les guide et les soutiens, et je mets tout en œuvre pour garantir le respect des obligations réglementaires. » Elle travaille avec des entreprises du secteur privé, mais aussi avec les pouvoirs publics et les collectivités.

SES CONDITIONS DE TRAVAIL

Autonome et mobile, le Chargé de mission en environnement agit généralement seul sous la houlette d'un responsable. Personne de dialogue, de compromis et de terrain, son quotidien est rythmé par des déplacements, de la veille réglementaire

et la rédaction de rapports (cahier des charges, compte rendu de suivi, etc.). Il œuvre surtout en semaine, rarement le week-end.

« Je sillonne l'île régulièrement pour rencontrer adhérents, partenaires et pouvoirs publics », confirme Sandrine Sinapayel.

« Il m'appartient, par exemple, de suggérer à un producteur membre la souscription à un ou plusieurs éco-organismes, sociétés agréées par l'État pour la collecte et le recyclage de certains déchets, dans le cadre de la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP). Je rédige alors un contrat et j'en assure la mise en œuvre. (...) Un de mes principaux objectifs est de développer les filières REP à La Réunion. Et les résultats récents sont encourageants bien qu'il faille fréquemment relayer les mêmes informations auprès des entreprises à cause du turnover important en interne. »

De son côté, Matthieu Hoarau discute pareillement avec un grand nombre d'intervenants, tous domaines d'acti-

vités confondus, pour constituer sa base de données sur les déchets à La Réunion. « Participer à l'animation du réseau et fluidifier la communication entre les acteurs, centraliser l'information et en faciliter l'accès par des réunions et la mise en commun de fichiers informatiques : tout cela fait partie de mes attributions », affirme-t-il.

SES SOURCES DE SATISFACTION

Polyvalent, le Chargé de mission en environnement cumule les responsabilités. Observateur, analyste, conseil et consultant, il a la chance de piloter des projets dans leur globalité et d'en voir l'aboutissement. Son action stimule l'économie locale et promeut le développement de l'économie circulaire, facteur d'épanouissement collectif.

« Mon travail et mes conclusions influent directement sur les décisions prises en haut lieu par les collectivités. Ma responsabilité est donc engagée et cela me motive d'autant plus que des résolutions adoptées dépendent, au moins en partie, l'avenir et

le bien-être des populations », s'enthousiasme Matthieu Hoarau. Sandrine Sinapayel confirme exercer un métier gratifiant, « car [son] quotidien consiste à aider toutes sortes de partenaires, avec des priorités différentes selon la branche d'activité. Je les accompagne dans une démarche positive et valorisante au travers de discussions qui requièrent de la psychologie en plus d'une parfaite maîtrise des connaissances, en particulier de la réglementation. Savoir vulgariser l'information est aussi important que faire preuve d'écoute et de tact pour apporter des solutions et concilier les intérêts de tous. »

SON PARCOURS

L'accès à cet emploi exige généralement cinq années d'études après le bac. Un master avec une spécialisation en environnement (en écologie, en hydrologie, en aménagement du territoire et en géographie...) est un précieux sésame. Le titulaire d'un diplôme d'ingénieur spécialisé en environnement, potentiellement centré sur les risques, l'hygiène et la

sécurité en entreprise, peut également y prétendre, tout comme le détenteur d'un BTS qui jouit d'une expérience professionnelle de cinq à dix ans.

Sandrine Sinapayel et Matthieu Hoarau ont tous deux passé un bac scientifique. « Ensuite, j'ai étudié l'écologie durant quatre ans à l'Université de La Réunion », raconte Sandrine Sinapayel. « J'ai suivi un master biologie des organismes, des populations et des écosystèmes avant de m'orienter vers le développement durable. L'année de mon master 2 génie urbain et environnement, j'ai effectué un stage de six mois à la Diren, la Direction régionale de l'environnement intégrée depuis à la DEAL Réunion, qui m'a mis le pied à l'étrier. J'ai rejoint le SICR en 2010. » Matthieu Hoarau possédait une licence en biologie, chimie et géosciences avant de s'inscrire en master hydrogéologie, sol et environnement. « J'ai passé ma dernière année à Avignon, les facultés de La Réunion et d'Avignon étant partenaires, et cela m'a beaucoup appris.



Sandrine Sinapayel, Chargée de mission en environnement. Employeur : le SICR (Syndicat de l'importation et du commerce de La Réunion), à Saint-Denis. Statut : salariée du privé (en CDI). Horaires : 35 heures par semaine, du lundi au vendredi. Coursus : bac scientifique, master biologie des organismes, des populations et des écosystèmes, master 2 génie urbain et environnement (bac+5).

D'ailleurs, mes connaissances sont appréciées dans le cadre de l'étude sur les besoins en eau du territoire, mission assignée par l'AGORAH qui m'a embauché en septembre 2017 à l'issue d'un stage. »

SES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Compte tenu de la transversalité de son expertise, le Chargé de mission en environnement peut exercer dans de multiples domaines : construction, biodiversité, gestion des milieux naturels, aménagement du territoire... Avec le temps et d'éventuelles formations, il peut devenir consultant au sein d'un bureau d'études, d'une société

de conseil en environnement, voire d'un établissement public, communiquant au service d'une collectivité territoriale pour aider au déploiement d'un programme environnemental, ou encore Responsable QHSE. Il peut aussi s'orienter vers des postes d'encadrement, en qualité de Directeur de l'environnement, par exemple.

« Mon parcours universitaire m'a ouvert l'esprit et enrichi à plus d'un égard. À Avignon, en côtoyant de nombreux hydrogéologues, un métier plutôt rare à La Réunion, j'ai bénéficié d'une vision d'ensemble de l'activité. Je souhaite d'abord valoriser le savoir-faire acquis sur l'île avant de

préparer le concours d'Ingénieur territorial dans cinq, peut-être dix ans. J'aimerais vivement animer un service dédié à l'environnement au sein d'une collectivité », déclare Matthieu Hoarau.

« J'aime mon métier et il y a encore fort à faire au SICR, encore plus dans une petite équipe », dit Sandrine Sinapayel. « Toutefois, suivre une formation en QSE pour mieux conseiller les prestataires m'intéresserait, par exemple. D'une façon générale, je saisirai toute opportunité d'élargir mes compétences pour une maîtrise plus large des sujets abordés. »



POINT DE VUE DE L'EMPLOYEUR

« Lorsque j'ai recruté Sandrine [Sinapayel], j'ai attaché autant d'importance à son CV, à son bagage technique, qu'à son expérience terrain et sa " fibre environnementale ". Le diplôme est important, mais il ne fait pas tout : le métier de Chargé de mission en environnement requiert de la pratique. Aujourd'hui par ailleurs, la promotion du cluster de l'environnement GREEN soutenu par le SICR devrait pousser Sandrine à enrichir ses compétences par une formation en responsabilité sociale des entreprises (RSE). » **Christiane Albert, Déléguée générale du SICR (Syndicat de l'importation et du commerce de La Réunion).**

Créé dans les années 1970 par des chefs d'entreprises soucieux de s'adapter aux évolutions de leurs métiers et de pérenniser leur activité, le SICR regroupe des adhérents avec une conscience forte de leur contribution à l'action collective. Dans le domaine de l'économie circulaire, ce syndicat professionnel s'efforce de faciliter les conditions de mise en œuvre des filières à Responsabilité élargie du producteur (REP) et promeut le cluster GREEN (Groupement régional des entreprises engagées pour l'environnement), association régie par la loi de 1901 qui rassemble des entreprises multifilières, des organismes publics et privés souhaitant faire de l'environnement un levier de développement économique, écologique et sociétal pour La Réunion.

Plus d'informations : sicr.re et clustergreen.re

« En réponse à l'offre d'emploi de Chargé d'études diffusée par Pôle emploi, nous avons reçu une soixantaine de CV parmi lesquels une quarantaine de profils de niveau bac+5 intéressants. Nous avons retenu Matthieu [Hoarau] pour ses compétences, mais aussi parce qu'il s'est bien intégré dans l'équipe au cours du stage ayant précédé l'embauche.

Je constate toutefois que tous ces jeunes étaient titulaires d'un diplôme en aménagement urbain et en environnement trop généraliste. Leur donner la possibilité de se spécialiser, par une formation dédiée à la gestion des déchets à l'échelle d'un territoire comme La Réunion, par exemple, serait un plus. » **Daniel David, Responsable du pôle environne-**

ment de l'AGORAH, agence d'urbanisme de La Réunion.

Observatoire, centre d'expertises et d'analyses de l'aménagement de La Réunion, l'AGORAH étudie et anticipe les impacts des évolutions démographiques du territoire. L'agence d'urbanisme recense toutes les données en lien avec l'aménagement et produit des études stratégiques et prospectives sur l'urbain, l'habitat et l'environnement afin d'imaginer La Réunion de demain. Elle a été mandatée en 2014 par ses partenaires institutionnels pour déployer l'Observatoire Réunionnais des Déchets.

Plus d'informations : www.agorah.com

CHARGÉ DE MISSION EN ENVIRONNEMENT : LE MÉTIER EN RÉSUMÉ

Ses missions	<ul style="list-style-type: none"> • Fort de compétences à la fois scientifiques, techniques et juridiques, il conduit des études ou des projets scientifiques et économiques (étude de filière, par exemple) afin d'apporter des réponses pratiques et innovantes sur des problématiques environnementales. • Il accompagne la définition de programmes ou de politiques environnementales. • Il supervise des appels d'offres. • Il forme et sensibilise différents publics. • Il est capable d'animer une équipe. • Il est employé d'une association, d'un syndicat interprofessionnel, d'un bureau d'études ou d'une collectivité.
Ses conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Autonome et mobile, il opère généralement seul sous la houlette d'un responsable. • Personne de dialogue, de compromis et de terrain, il partage son temps entre des rendez-vous à l'extérieur et la rédaction de rapports (cahier des charges, compte rendu de suivi, etc.) mêlée à de la veille réglementaire au bureau. • Il œuvre surtout en semaine, rarement le week-end.
Son cursus	<ul style="list-style-type: none"> • Cinq années d'études après le bac sont généralement exigées. • Être titulaire d'un master avec une spécialisation en environnement (en écologie, en hydrologie, en aménagement du territoire et en géographie...) offre indéniablement des débouchés. • Le possesseur d'un diplôme d'ingénieur spécialisé en environnement peut y prétendre, tout comme le détenteur d'un BTS avec une expérience professionnelle de cinq à dix ans.
Son statut	Salarié du privé ou du public.
Son salaire mensuel	À partir de 1 800 € bruts.
Ses perspectives d'évolution	<ul style="list-style-type: none"> • Grâce à une expertise transversale, il peut exercer dans de multiples domaines : construction, biodiversité, gestion des milieux naturels, aménagement du territoire... • S'il complète sa formation de base, il peut devenir consultant au sein d'un bureau d'études, d'une société de conseil en environnement, voire d'un établissement public, communicant au service d'une collectivité territoriale pour aider au déploiement de la politique environnementale, ou encore Responsable QHSE. • Il peut aussi s'orienter vers des postes d'encadrement, en qualité de Directeur de l'environnement, par exemple.

Sources : les fiches métier des sites Onisep.fr, Pole-emploi.fr, Apec.fr, CNFPT.fr, Studyrama.com et Emploi-environnement.com.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Manager polyvalent et aguerri, le Responsable d'exploitation est chargé du bon fonctionnement d'une installation sur le plan social, structurel, administratif, commercial et financier. À la tête de techniciens et d'ingénieurs, il supervise le traitement des déchets, voire leur valorisation, en conformité avec les réglementations.

SES MISSIONS

Collectés puis stockés, incinérés, recyclés et/ou exportés, les déchets sont désormais une matière première qu'il convient de savoir gérer. Professionnel diplômé, expérimenté et impliqué, le Responsable d'exploitation joue un rôle central dans la vie et le développement de la filière. Pour filer la métaphore cinématographique, ce décideur opère à la fois sur scène et en coulisse à l'image d'un réalisateur. En charge d'une, voire de plusieurs unités de traitement et de valorisation des déchets pour le compte d'une entreprise du secteur privé ou d'une collectivité, il coordonne le travail, supervise les équipes (formées d'ingénieurs et de techniciens), établit et suit le budget du/des sites, intervient auprès des divers prestataires, clients et partenaires extérieurs, et veille au respect de la réglementation et des normes de sécurité ainsi qu'à la protection de l'environnement. Sa vue à 360 degrés sur l'activité l'autorise par ailleurs à considérer et anticiper les futurs besoins du secteur.

Ancien Responsable d'exploitation passé Responsable de centre de services chez Suez Recyclage et Valorisation Réunion à Sainte-Marie, Alexandre Massard, 41 ans, résume le métier ainsi : « Le Responsable d'exploitation répond du bon fonctionnement du site, garantit la sécurité des collaborateurs comme des éventuels intervenants extérieurs, respecte les délais, les budgets et la réglementation, développe des procédés pour réduire l'impact environnemental de l'activité, et assure de bonnes relations avec les parties pre-



Johnny Hoarau, Responsable d'exploitation. Employeur : station de traitement des déchets végétaux d'ILEVA, à La Plaine-des-Cafres. Statut : salarié du public (titulaire, en CDI). Horaires : 39 heures par semaine, du lundi au vendredi. Coursus : CAP/BEP électrotechnique.

nantes, comme la préfecture, la DEAL Réunion (Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement), les syndicats d'économie mixte, voire les riverains ». Il peut aussi « favoriser l'augmentation du taux de valorisation des déchets sur l'île, l'un des enjeux majeurs de la filière », souligne-t-il.

Responsable d'exploitation de la plateforme de compostage d'ILEVA à La Plaine-des-Cafres, Johnny Hoarau, 36 ans, se définit comme « un manager et un homme de terrain polyvalent ». « Je jongle avec les tâches administratives, le suivi technique des marchés relatifs à l'exploitation du site, l'élaboration et le suivi de tableaux de bord d'exploitation, le suivi des analyses de compost et des statistiques liées, l'encadrement d'une petite équipe et les interventions techniques », détaille-t-il.

SES CONDITIONS DE TRAVAIL

Doté d'un bon esprit de synthèse et d'un excellent relationnel, mobile et réactif, le Responsable

d'exploitation apprécie nécessairement le travail en équipe. S'il rend des comptes à la direction, il bénéficie d'une grande autonomie opérationnelle, managériale et financière. Il partage son temps entre la rédaction de rapports, la veille technologique et réglementaire, l'organisation de réunions, etc. dans les bureaux et la gestion des équipements et des effectifs sur le terrain, activité qui requiert généralement le port d'un EPI. Commercial et communicant, il est aussi en contact avec les partenaires et prestataires extérieurs. Il travaille principalement en semaine, mais peut assurer des astreintes le week-end ou la nuit, dans une usine d'incinération qui fonctionne sept jours sur sept, par exemple. Naturellement, il sert de référent en cas d'incident.

La journée de travail de Johnny Hoarau débute à 8h et se termine à 16h. « À mon arrivée, je planifie l'activité des deux petites équipes à l'œuvre sur le site, je répartiss les tâches. Puis, je vérifie que le travail est accompli correctement, dans le respect

des règles de sécurité. Chaque jour, une trentaine de camions déchargent cinq tonnes de déchets verts qu'il faut trier, broyer et recycler pour un nouvel usage, par conséquent, il ne faut pas chômer. En lien avec les prestataires, je m'assure aussi du respect des délais d'intervention, de la concordance entre les outils commandés et livrés dans le cadre des marchés... Enfin, je pilote un engin de chantier au besoin. »

De par sa fonction, Alexandre Massard joue davantage le rôle de superviseur, avec une vision « globale et à court, moyen et long terme de l'activité ». Il insiste néanmoins sur ce point concernant le métier, en particulier chez Suez : « La sécurité des hommes est sa priorité absolue. Cette exigence s'applique également aux entreprises partenaires et à tout projet à l'étude, du déploiement d'un

programme inédit à l'acquisition ou la construction d'un nouveau site ».

SES SOURCES DE SATISFACTION

Chef d'équipe soucieux du bien-être des équipes, relais indispensable entre les salariés, les intervenants extérieurs et la direction, le Responsable d'exploitation peut tirer satisfaction d'une bonne gestion (sociale, administrative, économique, relationnelle...), mais encore des effets positifs, immédiats et sur la durée, de son action sur l'environnement.

« J'interviens dans les domaines des ressources humaines, de la sécurité, de la qualité, de l'environnement, de la gestion, de la planification... Je possède des notions en chimie, en mécanique, en électricité... Il faut être touche-à-tout pour faire ce métier, ce qui le rend passionnant »,

se réjouit Alexandre Massard. Il ajoute : « De surcroît, en favorisant le traitement de centaines de milliers de tonnes de déchets non dangereux chaque année à La Réunion, j'ai le sentiment de contribuer à la préservation de la qualité de vie sur l'île ». Un point de vue partagé par Johnny Hoarau qui déclare apprécier « la pluralité des missions, la polyvalence qu'exige le poste ». « Je jouis d'une grande autonomie, je travaille dans une ambiance studieuse et conviviale, et j'échange en permanence et de manière constructive avec ma hiérarchie et mes collègues : tout cela me stimule », confesse-t-il.

SON PARCOURS

Le titulaire d'un bac+2 (BTS métiers des services à l'environnement, DUT génie biologique option génie de l'environnement, DEUST environnement et déchets...) avec de l'expérience peut



prétendre au poste. Toutefois, les employeurs privilégient les détenteurs d'un bac+3 (licence pro protection de l'environnement ou production industrielle spécialisée dans le traitement des déchets, par exemple), voire d'un bac+5 (master management en ingénierie des déchets et économie circulaire ou gestion et valorisation des déchets, génie des procédés, et diplôme d'ingénieur en électricité, travaux publics, génie civil, chimie...). En complément, les stages professionnels sont la meilleure façon de découvrir les facettes d'un secteur en constante évolution.

Après le bac, Alexandre Massard a passé un DUT génie civil, en alternance chez Véolia, suivi d'un DEST (Diplôme

d'études supérieures techniques, l'équivalent d'un bac+4) en génie civil également. « J'ai entamé ma carrière professionnelle dans un bureau d'études avant de devenir Conducteur de travaux, à la tête d'une trentaine de personnes parmi lesquels des Chefs de chantier, dans le secteur des travaux publics, dans le Pas-de-Calais. Recruté par Suez, appelée la Lyonnaise des Eaux à l'époque, à Valenciennes, j'ai été chargé des études et des travaux d'extension et de renforcement du réseau d'eau potable. J'ai ensuite géré une, puis trois ISDND (installations de stockage des déchets non dangereux), ainsi qu'une activité d'exploitation de carrière.

J'ai intégré la filiale réunion-

naise du Groupe voilà six ans et demi pour restructurer l'unité de Sainte-Suzanne. Au fil des ans, je me suis occupé de plateformes de compostage de Sainte-Rose, Saint-Leu, Cambaie, la Rivière Saint-Étienne et la Jamaïque.

Je pilote le centre de tri et de valorisation de La Mare à Sainte-Marie depuis septembre dernier. » Titulaire d'un CAP/BEP électrotechnique et d'un Caces engins de chantier, Johnny Hoarau a débuté comme Conducteur d'engins et Chauffeur-livreur à la CCsud, ancêtre de la Casud, « avant de rejoindre ILEVA et de gravir les échelons de la société un à un ».

« Je me suis formé progressivement au métier de Responsable d'exploitation. En 2015, dans les



Alexandre Massard, Responsable de centre de services. Employeur : Suez Recyclage et Valorisation Réunion, à Sainte-Marie. Statut : salarié du privé (en CDI). Horaires : 39 heures par semaine, du lundi au vendredi. Coursus : bac, DUT génie civil (en alternance chez Véolia), DEST (Diplôme d'études supérieures techniques, l'équivalent d'un bac+4) en génie civil.

bureaux du syndicat, je me suis familiarisé avec le principe des arrêtés préfectoraux et des marchés publics, et j'ai étudié en détail le fonctionnement d'une plateforme de traitement des déchets verts dans le respect des normes sécuritaires. Je suis responsable de la plateforme de La Plaine-des-Cafres depuis le mois d'avril et ma bonne connaissance du terrain me permet d'avoir une vision claire de l'organisation et de la gestion de l'espace et des activités. »

Ses perspectives d'évolution

En tant que salarié d'une grande entreprise (privée ou publique), le Responsable d'exploitation expérimenté peut se voir confier la gestion de plusieurs installations et des équipes plus importantes, avec un statut de Directeur. Il peut être amené à développer et ouvrir de nouvelles filières de collecte, valorisation, recyclage, réparation et réutilisation des déchets, ou procéder à de la restructuration. Enfin, par de la formation, il peut se spécialiser dans le domaine QSE (qualité, sécurité, environnement), la gestion purement administrative et financière d'un centre de profit ou la prospective et le conseil.

La rénovation et la modernisation du site d'ILEVA à La Plaine-des-Cafres impliquent avant tout une rapide montée en compétences de Johnny Hoarau.

« Je vais devoir apprendre à manier de nouveaux outils, notamment des outils d'analyse et de suivi, pour une parfaite maîtrise du processus de compostage. L'objectif est de gagner en précision là où nous étions davantage dans l'estimation. Savoir mieux gérer les flux entrants et utiliser des moyens matériels et informatiques plus sophistiqués fait aussi partie de mes futures prérogatives », dit-il. Il vise à terme un poste de direction et « un périmètre d'activités élargi par l'acquisition de connaissances en QSE, par exemple ».

Pour Alexandre Massard, « le métier est à la croisée des chemins, car le secteur du déchet est en pleine mutation. L'application croissante et inéluctable de solutions inédites et performantes de valorisation des déchets - non dangereux - au détriment de l'enfouissement et du stockage promet de transformer le métier. À terme, le Responsable d'exploitation gèrera une usine de production, il exercera un vrai métier d'industriel. »



Johnny Hoarau, Responsable d'exploitation. Employeur : station de traitement des déchets végétaux d'ILEVA, à La Plaine-des-Cafres. Statut : salarié du public (titulaire, en CDI). Horaires : 39 heures par semaine, du lundi au vendredi. Coursus : CAP/BEP électrotechnique.



POINT DE VUE DE L'EMPLOYEUR

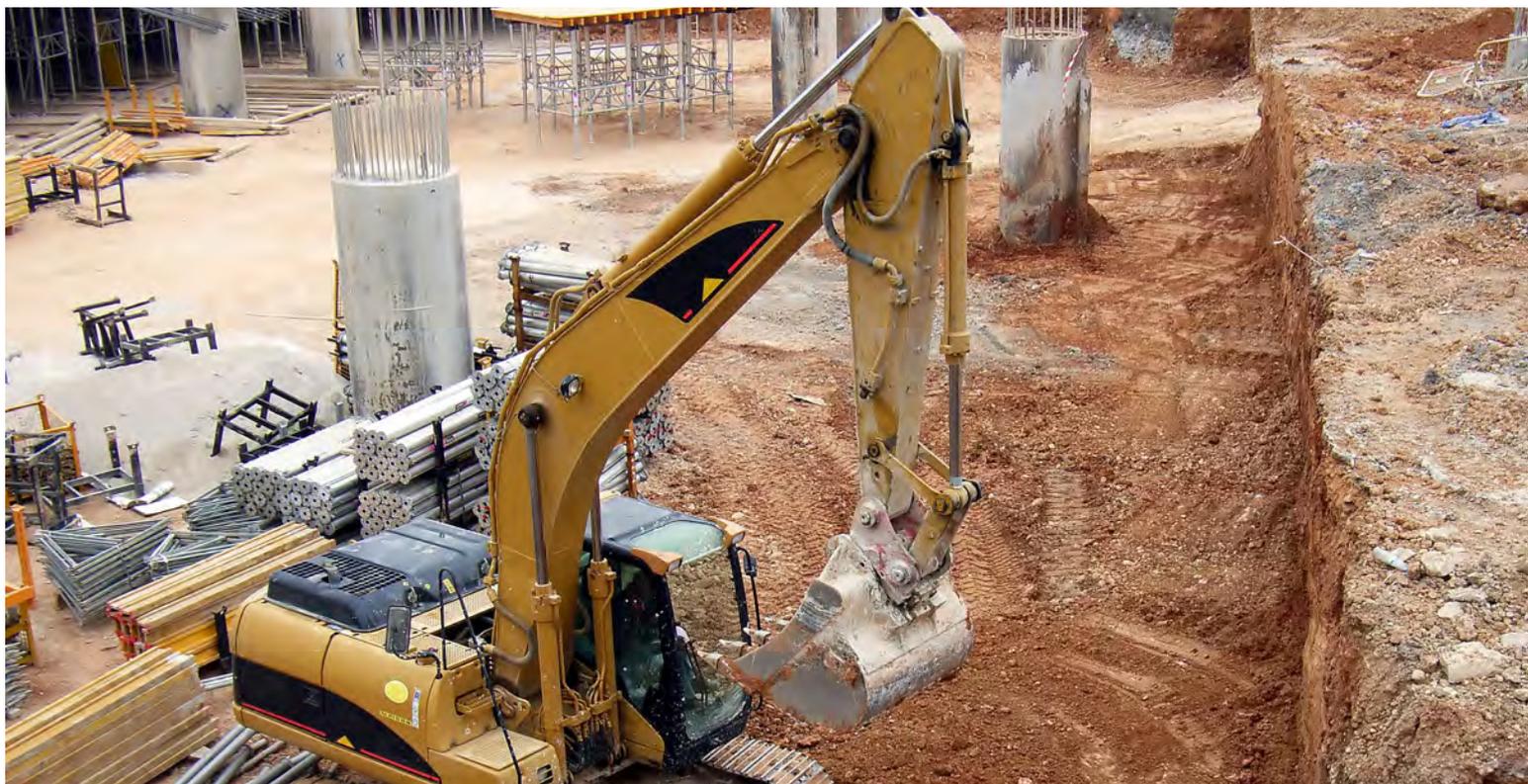
« Chez ILEVA, tout Responsable d'exploitation dispose d'une excellente connaissance du terrain et des métiers des agents qu'il dirige, c'est capital. C'est cette qualité combinée à une vraie soif d'apprendre, une réelle appétence pour l'encadrement et une grande capacité d'initiative et d'écoute que nous cherchions chez les postulants lors du recrutement pour le site de La Plaine-des-Cafres. La maîtrise technique et logistique est importante, bien sûr, mais il est possible de l'acquérir par de la formation continue et ponctuelle, en interne ou en faisant appel à des organismes dédiés. » **Anne-Laure Payet, Directrice du service des traitements des déchets végétaux chez ILEVA.**

Syndicat mixte de traitement des déchets des microrégions Sud et Ouest (ses membres sont la CASUD, la CIVIS, le TCO et la Région Réunion), ILEVA traite 60% des déchets de l'île, soit 290 000 t par an d'ordures ménagères résiduelles, dont 90 000 t de déchets verts. ILEVA gère cinq plateformes de traitement des déchets végétaux au Port, à Cambaie, à Saint-Leu, à Saint-Louis et à La Plaine-des-Cafres (le site regroupe près d'une dizaine d'effectifs y compris un Responsable d'exploitation) ; une sixième plateforme est en projet à Saint-Joseph. *Plus d'informations* : www.ileva.re

« Le poste requiert un bac+5 et de l'expérience, c'est essentiel pour gérer trente à cinquante personnes. Si posséder de bonnes qualités managériales est incontournable, il faut aussi savoir gérer un centre de profit, analyser des données d'exploitation, piloter un budget et développer des relations commerciales. Ce type de profil s'avère compliqué à trouver, encore plus s'il est exigé des connaissances spécifiques à l'activité de traitement et de valorisation des déchets. Actuellement, par exemple, nous peinons à recruter un professionnel qualifié dans le domaine de l'assainissement et de la maintenance industrielle, spécialisé dans les hydrocarbures et le curage de pompe. » **Églantine Plante, Chargée de missions RH chez Suez**

Recyclage et Valorisation Réunion.

Présente depuis trente ans à La Réunion, la filiale locale de Suez regroupe des activités de collecte, de recyclage, de valorisation, d'enfouissement, de maintenance industrielle, d'assainissement et de gestion des déchets dangereux et non dangereux. Elle compte environ 300 salariés répartis sur treize sites, sur l'île en majorité, mais aussi à Mayotte, parmi lesquels trois Responsables d'exploitation. *Plus d'informations* : suez.re et www.rve.re



RESPONSABLE D'EXPLOITATION : LE MÉTIER EN RÉSUMÉ

Ses missions	<ul style="list-style-type: none"> • Professionnel diplômé, expérimenté et impliqué, il est en charge d'une, voire de plusieurs unités de traitement et de valorisation des déchets. • Il coordonne le travail et supervise les équipes (formées d'ingénieurs et de techniciens). • Il établit et suit le budget du/des sites. • Il intervient auprès des divers prestataires, clients et partenaires extérieurs. • Il veille au respect de la réglementation et des normes de sécurité ainsi qu'à la protection de l'environnement. • Il anticipe les futurs besoins du secteur. • Il est employé par une entreprise du secteur privé ou une collectivité
Ses conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Il travaille en équipe. • Il bénéficie d'une grande autonomie opérationnelle, managériale et financière. • Au bureau, il rédige des rapports, fait de la veille technologique et réglementaire, organise des réunions, etc. • Sur le terrain, il gère des moyens techniques, matériels et humains ; il porte souvent un EPI. • Commercial et communicant, il est en contact avec les partenaires et prestataires extérieurs. • Il travaille principalement en semaine, mais peut assurer des astreintes le week-end ou la nuit, et sert de référent en cas d'incident.
Son cursus	<ul style="list-style-type: none"> • Il est titulaire d'un bac+2 (BTS métiers des services à l'environnement, DUT génie biologique option génie de l'environnement, DEUST environnement et déchets...) ou d'un bac+3 (licence pro protection de l'environnement ou production industrielle spécialisée dans le traitement des déchets, par exemple) au minimum, voire d'un bac+5 (master management en ingénierie des déchets et économie circulaire ou gestion et valorisation des déchets, génie des procédés, et diplôme d'ingénieur en électricité, travaux publics, génie civil, chimie...). • Il est expérimenté (il a effectué des stages professionnels durant ses études et cumule plusieurs années d'expérience).
Son statut	Salarié du privé ou du public.
Son salaire mensuel	À partir de 2 500 € bruts.
Ses perspectives d'évolution	<ul style="list-style-type: none"> • Avec de l'expérience, il peut se voir confier la gestion de plusieurs installations et des équipes plus importantes, avec un statut de Directeur. • Il peut être amené à développer et ouvrir de nouvelles filières de collecte, valorisation, recyclage, réparation et réutilisation des déchets, ou procéder à de la restructuration. • Il peut se spécialiser dans le domaine QSE (qualité, sécurité, environnement), la gestion purement administrative et financière d'un centre de profit, ou encore la prospective et le conseil.

Sources : les fiches métier des sites Onisep.fr, Pole-emploi.fr, Studyrama.com et Letudiant.fr.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE TECHNICIEN CHIMISTE

Profil peu répandu dans la filière déchets à La Réunion, le Chimiste de terrain est un professionnel du prélèvement et de l'analyse d'échantillons de produits. Grâce à de solides compétences techniques et scientifiques acquises au terme de deux années d'études après le bac, il aide à préserver la santé de l'homme et l'environnement.

Analyses DBO₅
pH et Conductimétrie

SES MISSIONS

Doté d'une conscience sociale et environnementale, le Technicien chimiste, ou Chimiste de terrain, est un expert en recherche des impacts de la pollution sur l'homme et la nature. Il possède de solides connaissances techniques et scientifiques à la fois théoriques et pratiques. Salarié d'un groupe industriel, d'un laboratoire public ou privé, d'une collectivité, voire d'une association, il prélève des échantillons pour les analyser, et interprète et transpose les résultats obtenus dans des notes techniques et des rapports. Il rédige également des protocoles d'utilisation des matériels et effectue régulièrement une veille réglementaire et scientifique, car tout ce qui se rapporte à la chimie, en particulier à l'élimination et au recyclage de produits, fait l'objet d'une réglementation à maîtriser.

À La Réunion, rares sont les sociétés de la filière traitement et valorisation des déchets qui emploient un Technicien chimiste à plein temps et recèlent un laboratoire d'analyses. Au besoin, elles recourent à un expert indépendant et les matières prélevées sont couramment envoyées en métropole pour être analysées.

L'unité de collecte et de transport des déchets industriels dangereux (DID) de Suez Réunion située à Saint-André dispose d'un Agent qualifié de laboratoire. À 25 ans, Arnaud Ainé doit « [s'] assurer que tout déchet qui entre ici est acceptable, sachant que les substances non identifiées sont exclues ainsi que les produits comburants, explosifs, radioactifs et sous pression et les DASRI (déchets d'activités de soins à

risques infectieux). Pour ce faire, il « prélève et analyse les produits avant et après leur livraison pour les identifier, savoir comment les transporter et les stocker, et rédige des fiches de données de sécurité (FDS) et autres comptes rendus assortis de recommandations ».

SES CONDITIONS DE TRAVAIL

Expérimentations en laboratoire, documentation et rédaction de synthèses et déplacements sur le terrain régissent le quotidien du Technicien chimiste. Pour dépister des pollutions ou déterminer la nature d'un produit inconnu, il manie de nombreux outils et appareils (pipette, carotteuse, microscope, centrifugeuse, etc.) et recourt à toutes sortes de réactifs chimiques. Ces manipulations imposent le port d'un équipement de protection individuelle (EPI) adapté, parfois

encombrant. Polyvalent et autonome, organisé et inventif, le Technicien chimiste travaille en semaine, généralement au sein d'une équipe qui dépend d'un Responsable (il seconde l'Ingénieur chimiste en laboratoire). La maîtrise d'un anglais technique est un plus.

« Je passe la moitié du temps au bureau et l'autre moitié à l'extérieur », confirme Arnaud Ainé. « Sur le site, je procède chaque jour à des examens, jusqu'à quarante en période d'affluence : toute matière pulvérulente, solide, liquide ou pâteuse qui entre est analysée et les résultats sont consignés. Je me rends aussi chez nos clients et partenaires, des entreprises du secteur privé et des collectivités, pour prélever des échantillons d'eaux de process ou de déchets non identifiés. Ces derniers mêlent plusieurs substances parfois,



Arnaud Ainé, Agent qualifié de laboratoire. Employeur : Suez Réunion, plateforme de collecte et de transport des déchets industriels dangereux (DID), à Saint-André. Statut : salarié du privé (en CDI). Horaires : 35 heures par semaine, du lundi au vendredi. Cursus : bac scientifique, DUT génie biologique option génie de l'environnement à l'IUT de Saint-Pierre.

ce qui complique la tâche. En connaître la teneur permet de savoir si nous pouvons les admettre, d'une part, et de définir le contenant le plus approprié pour son stockage et son transport, d'autre part. Pour éviter erreurs et incidents, j'œuvre dans le respect des règles de sécurité et des procédures lors des manipulations. Le port d'une combinaison, d'un masque, de gants et de chaussures de sécurité est obligatoire selon les cas, ce qui s'avère plutôt contraignant en été. »

SES SOURCES DE SATISFACTION

Le Technicien chimiste prévient les pollutions et les risques industriels, il trouve des parades et des solutions pour « un monde plus propre ».

Observateur averti, pédagogue et conseil, il joue un rôle capital auprès des industriels, car ses suggestions et conclusions ont un effet positif sur la situation écologique, sociale et économique.

« Mon métier me plaît à plus d'un titre », confie Arnaud Ainé. « D'abord, les activités sont d'une grande variété. Je ne sombre jamais dans la routine, car chaque visite chez un client, sur l'île ou hors département comme à Mayotte, apporte son lot de nouveautés, voire de surprises. Entre les déchets qui me sont soumis, les conditions de prélèvement et les problématiques des clients, il faut faire preuve d'ouverture d'esprit, d'adaptation, de réactivité et de compréhension. De plus, la précision - des diagnostics, des mesures, des suggestions... - est de mise et le doute n'est pas permis, car toute erreur peut avoir de graves conséquences.



Ensuite, le niveau de connaissances est élevé et exige de se tenir constamment informé. Tout cela est d'autant plus intéressant qu'au final, les actions et travaux menés sont d'utilité publique. »

SON PARCOURS

Pour exercer, le Technicien chimiste a suivi deux années d'études au moins après un bac scientifique. Il est diplômé d'un BTS chimiste ou métiers de la chimie, ou d'un DUT chimie ou génie chimique, hygiène, sécurité, environnement, ou génie biologique avec option génie de l'environnement s'il souhaite travailler dans le secteur (cette option comprend des cours sur la maîtrise des rejets et de la pollution, et sur la démarche environnementale).

Il est à noter que les entreprises privilégient les jeunes diplômés

ayant réalisé des stages professionnels durant leurs études.

Arnaud Ainé correspond parfaitement au profil. « Après un bac scientifique, j'ai étudié deux ans à l'IUT de Saint-Pierre pour obtenir un DUT génie biologique option génie de l'environnement », dit-il. Il a rejoint le Groupe Suez courant 2012 après un début de carrière en laboratoire, sans lien avec l'univers du déchet.

« J'ai alors suivi des formations internes, sur les risques chimiques ou encore l'utilisation des équipements de laboratoire, pour me spécialiser dans l'étude des déchets. De même, des collègues plus âgés, plus expérimentés m'ont guidé sur le terrain ; grâce à eux, je suis passé de la théorie à la pratique en douceur. »

SES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Les compétences et connaissances transversales du Techni-

Un chimiste crée des passerelles entre diverses branches d'activité. Les domaines de la santé, de la pharmacie, de l'agroalimentaire, du plastique, du textile, de la métallurgie, de l'automobile, de l'aéronautique... recrutent régulièrement ce type de personnel qualifié. Par ailleurs, dans les secteurs de l'environnement et de l'économie circulaire, les besoins en expertise pointue vont croissants, et jouer d'une spécialisation ouvre de plus en plus de portes. Ainsi, le Technicien chimiste titulaire d'un bagage universitaire plus conséquent, de l'ordre du master (en biologie-biochimie, par exemple), peut prétendre à un poste de Biologiste en environnement ou de Biochimiste, voire d'hydrobiologiste ou d'écotoxicologue.

Jeune professionnel, Arnaud Ainé ne se projette pas encore. « J'ai la chance d'avoir intégré un grand groupe qui m'offre une double opportunité : celle d'exercer un métier passionnant et celle de me former. Chez Suez Réunion, j'enrichis mon savoir-faire de façon continue, au quotidien, aux côtés de collègues chevronnés, et de façon ponctuelle, au gré des besoins. Par exemple, par de courtes sessions de formation, je reste informé des récentes évolutions réglementaires, je mets à jour mes connaissances et j'apprends de nouvelles procédures pour travailler en toute sécurité », convient-il.



POINT DE VUE DE L'EMPLOYEUR

« Le diplôme est requis pour exercer ce métier, car il garantit la maîtrise de connaissances fondamentales pour réaliser de bonnes analyses, mais encore pour limiter les risques liés à la manipulation de produits dangereux. Ces compétences ne sont pas très répandues à La Réunion, car il n'est pas possible de passer un DUT chimie, par exemple. De plus, à l'instar d'autres cursus, les compétences acquises restent trop généralistes, voire même trop théoriques. Des formations spécifiques au secteur du traitement et de la valorisation des déchets permettraient probablement de mieux répondre aux attentes des acteurs de la filière. »

Églantine Plante, Chargée de missions RH chez Suez Recyclage et Valorisation Réunion.

Présente depuis trente ans à La Réunion, la filiale locale de Suez regroupe des activités de collecte, de recyclage, de valorisation, d'enfouissement, de maintenance industrielle, d'assainissement et de gestion des déchets dangereux et non dangereux. Elle compte environ 300 salariés répartis sur treize sites, sur l'île en majorité, mais aussi à Mayotte. Elle emploie un Agent qualifié de laboratoire au sein de l'unité de collecte et de transport des déchets industriels dangereux (DID), à Saint-André. Plus d'informations : suez.re et www.rve.re

TECHNICIEN CHIMISTE : LE MÉTIER EN RÉSUMÉ

Ses missions	<ul style="list-style-type: none"> • Expert en recherche des impacts de la pollution sur l'homme et la nature, il prélève des échantillons pour les analyser, et interprète et transpose les résultats obtenus dans des notes techniques et des rapports. • Il rédige des protocoles d'utilisation des matériels et effectue régulièrement une veille réglementaire et scientifique. • Il possède de solides connaissances techniques et scientifiques à la fois théoriques et pratiques. • Il est salarié d'un groupe industriel, d'un laboratoire public ou privé, d'une collectivité, voire d'une association.
Ses conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Pour dépister des pollutions ou déterminer la nature d'un produit inconnu, il manie de nombreux outils et appareils et recourt à toutes sortes de réactifs chimiques. • Les manipulations imposent le port d'un équipement de protection individuelle (EPI) adapté, parfois encombrant. • Il travaille en semaine, généralement au sein d'une équipe qui dépend d'un Responsable. • La maîtrise d'un anglais technique est un plus.
Son cursus	<ul style="list-style-type: none"> • Il est diplômé d'un BTS chimiste ou métiers de la chimie, ou d'un DUT chimie ou génie chimique, hygiène, sécurité, environnement, ou génie biologique avec option génie de l'environnement s'il souhaite travailler dans le secteur (cette option comprend des cours sur la maîtrise des rejets et de la pollution, et sur la démarche environnementale). • Si possible, il a effectué un, voire plusieurs stages professionnels durant ses études.
Son statut	Salarié du privé ou du public.
Son salaire mensuel	À partir de 2 000 € bruts.
Ses perspectives d'évolution	<ul style="list-style-type: none"> • Ses compétences transversales lui permettent d'exercer dans les domaines de la santé, de la pharmacie, de l'agroalimentaire, du plastique, du textile, de la métallurgie, de l'automobile, de l'aéronautique... • Dans le secteur de l'environnement, avec un bagage universitaire plus conséquent, comme un master (en biologie-biochimie, par exemple), il peut prétendre à un poste de Biologiste en environnement ou de Biochimiste, voire d'hydrobiologiste ou d'écotoxicologue.

Sources : les fiches métier des sites Onisep.fr, Studyrama.fr, Etudiant.aujourd'hui.fr et Emploi-environnement.com.



ÉCONOMIE CIRCULAIRE TECHNICIEN QSE

Par ses connaissances et compétences techniques, juridiques et scientifiques, le Technicien QSE assure le respect des règles, normes et autres certificats liés aux secteurs de la qualité, de la sécurité et de l'environnement dans l'entreprise. Son action sécurise l'employeur et les salariés tout en améliorant la productivité.

SES MISSIONS

Le Technicien, l'Ingénieur, l'Animateur, voire le Coordinateur QSE (acronyme de « Qualité Sécurité Environnement ») contrôle l'ensemble des aspects liés aux risques professionnels et environnementaux dans l'entreprise ou la collectivité qui, au choix, l'emploie ou le sollicite par le biais notamment d'un cabinet d'études. Conditions de travail, sécurité des personnes, fiabilité du matériel et des installations, protection de l'environnement... : il analyse, identifie et évalue les risques afin de préconiser des solutions adaptées à la structure, par ailleurs conformes aux diverses normes et réglementations en vigueur.

Le Technicien QSE possède de sérieuses connaissances et compétences techniques, juridiques et scientifiques qui lui permettent de conseiller et d'assister la direction, d'établir des procédures et d'en assurer la mise en œuvre et le suivi, et de sensibiliser le personnel. Son rôle est déterminant puisqu'il rassure l'employeur et les salariés sur les dangers d'une production industrielle, d'une part, et renforce les capacités de production en améliorant la productivité, d'autre part.

Ingénieure QSE chez CYCLÉA, société d'économie mixte (SEM) du TCO, Véronique Hoarau, 34 ans, se présente comme « la garante du respect de la réglementation par l'entreprise ». « Sur les volets santé et sécurité au travail, je contribue entre autres à la rédaction du document unique de sécurité (DUS) obligatoire qui liste et prévient les risques professionnels avec à la clé la définition et l'application d'actions de



Véronique Hoarau, Ingénieure QSE. Employeur : CYCLÉA, au Port. Statut : salariée du privé (en CDI). Horaires : 35 heures par semaine, du lundi au vendredi. Coursus : bac scientifique, master environnement et développement durable, formation QSE au CESI en alternance.

prévention validées par les responsables et soutenues par les équipes. Idem au sujet de l'impact environnemental de l'entreprise : CYCLÉA étant une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), je participe à l'élaboration du dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) ; ce document destiné à la DEAL Réunion (Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement) référence les dangers potentiels sur l'environnement et les moyens dé-

ployés pour les limiter. Enfin, je m'appuie beaucoup sur l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation d'une ICPE, notre « bible » à tous », détaille la jeune femme. « Je répartirais mon temps entre la sécurité des hommes au travail, ma priorité, la protection de l'environnement et la qualité du service fourni », dit Laëticia Baret, 30 ans, Coordinatrice EQS chez Suez recyclage et valorisation Réunion. « L'écoute et l'observation sont capitales pour comprendre les problèmes éventuels et

apporter des solutions, pour mettre en place des actions correctives et préventives au besoin, dans le respect des règles établies. »

SES CONDITIONS DE TRAVAIL

Rigoureux, organisé, pédagogue et mobile, le Technicien QSE agit souvent seul au sein d'une petite équipe dirigée par un responsable. Il œuvre autant dans un bureau (rédaction de rapports, veille réglementaire, animation de réunions, etc.) qu'à l'extérieur (rendez-vous sur site, rencontre avec les employés et l'encadrement, suivi des plans de prévention, application des normes en vigueur, sensibilisation aux questions de sécurité, etc.). Sur le terrain, il porte un EPI si les conditions l'exigent. Il travaille principalement en semaine, mais adapte au besoin son emploi du temps à celui des personnels

visités.

Membres d'une équipe réduite et seules à ce poste, Laëtitia Baret et Véronique Hoarau sillonnent les routes chaque semaine pour discuter avec les salariés. Des déplacements entrecoupés pour l'essentiel de périodes de réflexion, d'élaboration et de présentation de plans d'action, et de veille réglementaire. « CYCLÉA comprend un centre de tri, douze déchetteries, une fourrière animale et un service de médiation environnementale ; ces activités variées regroupent plus de 230 salariés qu'il faut former, sensibiliser, préserver, persuader... Bien qu'il n'y ait pas d'obligation pour une entreprise d'employer un Ingénieur QSE, son expertise et sa maîtrise de la réglementation, un des enjeux majeurs du métier, s'avèrent de précieux atouts pour conduire une politique QSE efficace », relève Véronique Hoarau.

Laëtitia Baret confirme : « Suez RVE Réunion concentre des activités de collecte, de traitement, d'enfouissement, de maintenance industrielle et d'assainissement, ou encore de gestion des déchets dangereux sur treize sites, et toutes ces activités sont soumises à une réglementation qui évolue en permanence. Heureusement, je peux m'appuyer sur le service de veille et de vulgarisation des données réglementaires du Groupe pour rester informée. Toutefois, la difficulté réside aussi dans l'application des normes, car celle-ci peut paraître contre-productive aux yeux de certains interlocuteurs. À moi de me montrer persuasive. »

SES SOURCES DE SATISFACTION

En contact à la fois avec le personnel de l'entreprise, employés et dirigeants confondus, mais encore avec les pouvoirs publics



Laëtitia Baret, Coordinatrice EQS. Employeur : Suez RVE Réunion, à Saint-Denis. Statut : salariée du privé (en CDI). Horaires : 35 heures par semaine, du lundi au vendredi. Coursus : bac, BTS management des unités commerciales effectué en alternance chez Décathlon, licence gestion des entreprises en alternance chez un fabricant de bâtiments écologiques, master environnement et développement durable à l'université de Lyon (études en alternance dans des structures spécialisées en QSE).

comme la préfecture, l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et la DEAL Réunion, voire avec les clients et les prestataires extérieurs, le Technicien QSE exerce un métier de conviction à forte dimension humaine. Il peut se targuer d'être à l'origine de l'amélioration des conditions de travail et de la réduction de l'impact environnemental de l'entreprise.

« J'occupe une fonction support qui suppose du conseil et de l'accompagnement personnalisés, car chaque service travaille différemment, et j'agis de surcroît pour la protection de l'environnement, pour un développement écoresponsable de mon île, volonté qui m'habite depuis toujours : c'est à la fois stimulant et passionnant », se réjouit Laëtitia Baret. Véronique Hoarau de son côté se plaît « à concilier des objectifs qui mêlent qualité, sécurité, environnement et finances, et à aller sur le terrain et dialoguer avec les salariés et les intervenants extérieurs ». Elle conclut : « Enfin, jouer le rôle de garde-fou de la direction est un challenge qui m'engage et me satisfait ».

SON PARCOURS

Les titulaires d'un bac+5 (diplôme d'ingénieur, master risques et environnement, ou environnement et développement durable) sont incontestablement privilégiés par les entreprises. Cependant, les détenteurs d'un bac+2 (BTS ou DUT) ou d'un bac+3 (licence professionnelle, diplôme d'une école spé-

cialisée) dans les domaines de l'environnement et de la sécurité sont également appréciés. À La Réunion, l'offre se développe progressivement, en lien avec l'industrialisation de la filière qui implique le respect des obligations réglementaires.

Chez CYCLÉA depuis 2013, Véronique Hoarau possède un master environnement et développement durable qui « [m]'a formée à l'évaluation environnementale, au diagnostic réglementaire, à la norme ISO 9001 (management de la qualité, ndlr) et à la réglementation des ICPE ».

Le diplôme en poche, elle a approfondi ses connaissances en QSE par une formation en alternance au CESI dans le secteur du bâtiment. « Avant d'être recrutée par CYCLÉA, j'ai travaillé dans la qualité chez Apro Industrie, spécialiste du stockage de liquide, à Paris, puis dans la sécurité dans le BTP. Puis, chez Métal Réunion, j'ai mis en place les normes ISO 14001 (management environnemental, ndlr) et 9001. »

À l'inverse, Laëtitia Baret a débuté par des études dans le commerce « avec un BTS management des unités commerciales effectué en alternance chez Décathlon, suivi d'une licence gestion des entreprises en alternance chez un fabricant de bâtiments écologiques. Attirée par le secteur de l'environnement, j'ai alors enchaîné avec un master environnement et développement durable à l'université de Lyon, deux ans d'études en alternance dans des structures spécialisées en QSE ».



SES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Le métier est plutôt porteur. Un Technicien QSE expérimenté peut s'orienter vers du conseil en sécurité, en qualité et/ou en environnement dans un organisme ou un cabinet indépendant. Il peut aussi devenir Directeur QSE, voire Responsable de production et ainsi encadrer des équipes et piloter entièrement des projets de plus grande envergure. « J'ai encore beaucoup à apprendre, or j'ai la chance de travailler dans un Groupe soucieux de la montée en compétences des collaborateurs par de la formation en interne, via de l'e-learning parfois, ou le recours à des organismes locaux si cela s'y prête », rapporte Laëtitia Baret. Pleinement satisfaite de sa situation professionnelle chez Suez RVE, celle-ci n'ambitionne pas encore d'élargir ses responsabilités ou de valoriser son savoir-faire ailleurs.

Pour Véronique Hoarau, « une bonne expertise en QSE peut mener à du lean management (concept de la fin des années 1980 basé sur la participation de l'ensemble des employés d'une entreprise à la lutte contre le gaspillage en chassant tout ce qui produit de la « non-valeur ajoutée », ndlr) ou au déploiement d'une stratégie RSE (responsabilité sociale des entreprises) ». Consciente de la transversalité de ses compétences, Véronique Hoarau pourrait également s'investir davantage dans l'amélioration du bien-être au travail, du climat social, voire « contribuer à maîtriser et économiser l'énergie en entreprise », spécialisation qui passerait par de la formation.



POINT DE VUE DE L'EMPLOYEUR

« Il y a une vraie culture de la sécurité portée par le service QSE chez CYCLÉA. Dès l'embauche, par exemple, les nouveaux entrants suivent de courtes formations dédiées, animées par les managers et les ressources humaines et approuvées par l'Ingénieur QSE. Nous lui fournissons par ailleurs tous les moyens nécessaires à une bonne pratique de son métier, à l'instar de formations régulières et d'outils informatiques pour rester informée de l'évolution des normes réglementaires. » **Sophia Joron, Directrice des ressources humaines chez CYCLÉA.**

Acteur majeur de la gestion des déchets sur l'île depuis 2005, CYCLÉA est une société d'économie mixte (SEM) du TCO. Ses activités se répartissent entre le tri et la valorisation des déchets ménagers et industriels non dangereux, le négoce et l'exportation des matières recyclables, la médiation environnementale, la gestion de déchèteries et la lutte contre l'errance animale. Les missions QSE incombent à un Ingénieur dédié épaulé par un Responsable.

Plus d'informations : www.cyclea.fr

« Le métier exige des connaissances approfondies que valide en grande partie l'obtention d'un master. À La Réunion, ce type de profil s'est répandu grâce à des cursus universitaires et professionnels adaptés, proposés localement. En revanche, l'offre ne semble pas - encore - en phase avec la demande. De plus, les problématiques EQS sont propres à chaque filière, or l'apprentissage s'avère trop généraliste. Des formations spécifiques à l'activité déchets, par exemple, seraient bienvenues. »

Églantine Plane, Chargée de missions RH chez Suez RVE Réunion.

Présente depuis trente ans à La Réunion, la filiale locale de Suez regroupe des activités de collecte, de recyclage, de valorisation, d'enfouissement, de maintenance industrielle, d'assainissement et de gestion des déchets dangereux et non dangereux. Elle compte environ 300 salariés répartis sur treize sites, sur l'île en majorité, mais aussi à Mayotte. Le service EQS comprend trois collaborateurs parmi lesquels un Directeur et une Coordinatrice.

Plus d'informations : suez.re et www.rve.re

TECHNICIEN QSE : LE MÉTIER EN RÉSUMÉ

Ses missions	<ul style="list-style-type: none"> • Il contrôle l'ensemble des aspects liés aux risques professionnels et environnementaux dans l'entreprise. • Conditions de travail, sécurité des personnes, fiabilité du matériel et des installations, protection de l'environnement... : il analyse, identifie et évalue les risques afin de préconiser des solutions adaptées à la structure, par ailleurs conformes aux diverses normes et réglementations en vigueur. • Il possède de sérieuses connaissances et compétences techniques, juridiques et scientifiques. • Il conseille et assiste la direction, établit des procédures et en assure la mise en œuvre et le suivi, et sensibilise le personnel. • Il rassure l'employeur et les salariés sur les dangers d'une production industrielle, d'une part, et renforce les capacités de production en améliorant la productivité, d'autre part. • Il est au choix salarié d'une entreprise, d'une collectivité ou d'un cabinet indépendant.
Ses conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Rigoureux, organisé, pédagogue et mobile, il agit souvent seul au sein d'une petite équipe dirigée par un responsable. • Il œuvre autant dans un bureau (rédaction de rapports, veille réglementaire, animation de réunions, etc.) qu'à l'extérieur (rendez-vous sur site, rencontre avec les employés et l'encadrement, suivi des plans de prévention, application des normes en vigueur, sensibilisation aux questions de sécurité, etc.). • Sur le terrain, il porte un EPI si les conditions l'exigent. • Il travaille principalement en semaine, mais adapte au besoin son emploi du temps à celui des personnels visités.
Son cursus	<ul style="list-style-type: none"> • Il titulaire d'un bac+5 (diplôme d'ingénieur, master risques et environnement, ou environnement et développement durable) de préférence, éventuellement d'un bac+2 (BTS ou DUT) ou d'un bac+3 (licence professionnelle, diplôme d'une école spécialisée) dans les domaines de l'environnement et de la sécurité.
Son statut	Salarié du privé ou du public.
Son salaire mensuel	À partir de 2 000 € bruts.
Ses perspectives d'évolution	<ul style="list-style-type: none"> • Avec de l'expérience, il peut s'orienter vers du conseil en sécurité, en qualité et/ou en environnement dans un organisme ou un cabinet indépendant. • Il peut devenir Directeur QSE, voire Responsable de production et ainsi encadrer des équipes et piloter entièrement des projets de plus grande envergure.

Sources : les fiches métier des sites Onisep.fr, CIDJ, Etudiant.aujourd'hui.fr, Emploi-environnement.com et Technicien.com.



carif oref
Ile de La Réunion

Directeur de la publication Jean-René HOAREAU

Sous la coordination de : Olivier DEBRAY

Rédaction : Benjamin JANSSENS

Suivi de publication : Samuelle GRONDIN - Gilda TINJUS

Crédits photo : © Benjamin JANSSENS

Crédits photo : © Fotolia

Adresse physique

190, rue des Deux Canons - Imm. Futura, RDC - 97495 Sainte-Clotilde Cedex

Tél. : 02 62 28 30 47 - Fax : 02 62 28 04 44

Courriel : contact@cariforef-reunion.net

Site web : www.cariforef-reunion.net

PORTRAIT MÉTIERS

